

» lui disait-il, et pourtant regarde moi :
» je suis debout, je me porte bien. »

L'Empereur s'est arrêté sur la *statistique politique*. Il a beaucoup vanté les progrès de l'utilité de cette science nouvelle, si propre, disait-il, à mettre sur la voie de la vérité, et à asseoir le jugement et les décisions. Il l'appelait *le budget des choses* : et sans budget point de salut, disait-il gaiement.

Alors quelqu'un a cité l'application singulière qu'en avait faite un Anglais ou un Allemand, qui avait eu la patience et le courage d'évaluer le nombre de fois que chaque lettre de l'alphabet se trouvait répété dans la Bible. Il en a cité une autre application moins triste et non moins singulière : celle d'un vieil Allemand de quatre-vingts ans qui s'était amusé à évaluer ce qu'il pouvait bien avoir mangé durant sa vie en bœufs, moutons, volailles, légumes, etc. ; ce qu'il pouvait avoir bu. Or cela composait d'immenses troupeaux, d'énormes amonçemens de toute espèce. La place publique ne suffisait plus pour contenir tout ce qu'il avait engouffré. Le minutieux staticien ne s'en tenait pas

là ; il avait la curiosité de rechercher combien de fois il pouvait avoir remangé les mêmes choses. Car, observait-il judicieusement, leur transmutation dans sa personne devait avoir nécessairement servi à les reproduire, etc., etc. L'Empereur a beaucoup ri de ce calcul, et surtout de la rotation des allées et des venues des mêmes choses.

Mercredi 12.

Caractères. — Bailli, Lafayette, Monge, Grégoire, etc. — Saint-Domingue. — Système à suivre. — Diètes sur la Convention.

Nous avons eu trois jours d'un temps affreux, l'Empereur a profité d'un instant de beau pour monter en calèche. Il venait de lire l'histoire de la constituante par Rabeau de St.-Etienne. Il portait contre celui-ci à peu près les mêmes plaintes que contre Lacretelle ; il est passé de là à certains caractères : « *Bailli*, disait-il, avait été bien loin » d'être méchant, mais c'était un niais » politique. *Lafayette* en avait été un » autre. Sa bonhomie politique devait le » rendre constamment dupe des hommes » et des choses. Son insurrection des » chambres, au retour de Waterloo, avait

» tout perdu. Qui avait donc pu lui per-
 » suader que je n'arrivais que pour les
 » dissoudre, moi qui n'avais de salut que
 » par elles ?* »

Quelqu'un ayant dit, comme excuse
 ou atténuation : « Sire, c'est pourtant le
 » même homme qui, traitant plus tard
 » avec les alliés, s'est indigné qu'on lui
 » proposât de livrer Votre Majesté, leur
 » demandant avec chaleur, si c'était bien
 » au prisonnier d'Olmütz qu'on osait
 » s'adresser. — Mais, Monsieur, a repris
 » l'Empereur, vous quittez là un sujet
 » pour en prendre un autre, ou plutôt
 » vous concordez avec ma pensée, loin
 » de la combattre. Je n'ai point attaqué
 » les sentimens ni les intentions de M. de
 » Lafayette, je ne me suis plaint que de
 » ses funestes résultats. »

Puis l'Empereur a continué de la sorte
 à passer en revue les premiers acteurs
 du temps; il s'est fort arrêté sur l'affaire
 Favras, etc.

« Du reste, observait l'Empereur, rien
 » n'était plus commun que de rencontrer
 » des hommes de cette époque fort au
 » rebours de la réputation que semble-

* Voir la note du 5^e vol. page 58.

» raient justifier leurs paroles et leurs
 » actes d'alors. On pourrait croire *Monge*,
 » par exemple, un homme terrible :
 » Quand la guerre fut décidée, il monta
 » à la tribune des Jacobins, et déclara
 » qu'il donnait d'avance ses deux filles
 » aux deux premiers soldats qui seraient
 » blessés par l'ennemi; ce qu'il pouvait
 » faire à toute rigueur pour son compte,
 » disait l'Empereur; mais il prétendait
 » qu'on y obligeât tout le monde, et
 » voulait qu'on tuât tous les nobles, etc.*
 » Or *Monge* était le plus doux, le plus
 » faible des hommes, et n'aurait pas laissé
 » tuer un poulet s'il eût fallu en faire
 » l'exécution lui-même, ou seulement
 » devant lui. Ce forcené républicain, à
 » ce qu'il croyait, avait pourtant une
 » espèce de culte pour moi, c'était de
 » l'adoration : il m'aimait comme on
 » aime sa maîtresse, etc.

» Autre exemple, disait l'Empereur,
 » *Grégoire*, si acharné contre le clergé,
 » qu'il voulait ramener à sa simplicité
 » première, eût pu être pris pour un
 » héros d'irrégion; et *Grégoire*, quand

* Voyez vol. VI, à la table, pour le redres-
 sement de cette anecdote tout à fait démentie.

» les révolutionnaires reniaient Dieu et
 » abolissaient la prêtrise, faillit se faire
 » massacrer en montant à la tribune
 » pour y proclamer hautement ses sen-
 » timens religieux, et protester qu'il
 » mourrait prêtre. Quand on détruisait
 » les autels dans toutes les églises, Gré-
 » goire en élevait un dans sa chambre,
 » et y disait la messe chaque jour. Du
 » reste, ajoutait l'Empereur, le lot de
 » celui-ci est tout trouvé. S'ils le chas-
 » sent de France, il doit aller se réfugier
 » à Saint-Domingue. L'ami, l'avocat, le
 » panégyriste des nègres, sera un Dieu,
 » un saint parmi eux.»

De là, la conversation est passée natu-
 rellement à Saint-Domingue. Dans ma
 jeunesse j'avais vu cette colonie au plus
 haut point de sa splendeur. L'Empereur
 m'a questionné beaucoup, et s'est in-
 formé de tous les détails de cette époque
 éloignée. Après toutes mes réponses, il
 a dit : «Je vais bien vous étonner sans
 » doute ; mais je suis persuadé, d'après
 » vos renseignemens mêmes, que cette
 » île n'a pas en ce moment perdu d'un
 » tiers, bien sûrement pas d'une moitié,
 » et que, sous peu, elle vaudra tout ce
 » qu'elle a valu.»

Au fait, je n'en serais pas étonné ; les
 contes absurdes que l'on avait répandus
 au dehors, en Europe, sur notre France,
 devaient nous tenir en garde sur ceux
 qu'on pourrait bien nous faire touchant
 Saint-Domingue.

Après la restauration, disait l'Empe-
 reur, le gouvernement français y avait
 envoyé des émissaires et des proposi-
 tions qui avaient fait rire les nègres.
 «Pour moi, ajouta-t-il, à mon retour
 » de l'île d'Elbe, je me fusse accommodé
 » avec eux : j'eusse reconnu leur indé-
 » pendance, je me fusse contenté de
 » quelques comptoirs, à la manière des
 » côtes d'Afrique, et j'eusse tâché de les
 » rallier à la mère patrie, et d'établir
 » avec eux un commerce de famille, ce
 » qui, je pense, eût été facile à obtenir.

» J'ai à me reprocher une tentative
 » sur cette colonie lors du Consulat.
 » C'était une grande faute que d'avoir
 » voulu la soumettre par la force ; je
 » devais me contenter de la gouverner
 » par l'intermédiaire de Toussaint. La
 » paix n'était pas encore assez établie
 » avec l'Angleterre. Les richesses terri-
 » toriales que j'eusse acquises en la sou-
 » mettant, n'auraient enrichi que nos

» ennemis. » L'Empereur avait d'autant
 » plus à se reprocher cette faute, disait-il,
 » qu'il l'avait vue et qu'elle était contre
 » son inclination. Il n'avait fait que céder
 » à l'opinion du Conseil d'Etat et à celle
 » de ses ministres, entraîné par les criail-
 » leries des Colons, qui formaient à Paris
 » un gros parti, et qui de plus, observait-
 » il, étaient presque tous royalistes et
 » vendus à la faction anglaise.

L'Empereur assurait que l'armée qui
 y fut envoyée n'était que de seize mille
 hommes, et qu'elle était suffisante. Si
 l'expédition manqua, ce fut purement
 par des circonstances accidentelles,
 comme la fièvre jaune, la mort du
 général en chef, surtout les fautes qu'il
 commit, une nouvelle guerre, etc.

« L'arrivée du capitaine général Le-
 » clerc, disait l'Empereur, fut suivie
 » d'un succès complet; mais il ne sut
 » pas s'en assurer la durée. S'il avait suivi
 » les instructions secrettes que je lui
 » avais dressées moi-même, il eût sauvé
 » bien des malheureux et se fût épargné
 » de grands chagrins. Je lui ordonnais
 » entre autres choses, de s'associer les
 » hommes de couleur pour mieux conte-
 » nir les noirs; et, aussitôt après la sou-

» mission de la colonie, d'envoyer en
 » France tous les généraux et officiers
 » supérieurs noirs à la disposition du
 » ministre de la guerre, qui les eût em-
 » ployés dans leurs grades respectifs.
 » Cette mesure, qui eût privé la popu-
 » lation nègre de ses chefs et de ses
 » meneurs, eût été d'une politique dé-
 » cisive, sans blesser en eux les lois et
 » les réglemens militaires. Mais Leclerc
 » fit tout le contraire; il abattit le parti
 » de couleur et donna sa confiance aux
 » généraux noirs: il arriva ce qui devait
 » arriver, il fut dupé par ceux-ci, se vit
 » assailli d'embarras, et la colonie fut
 » perdue. Il ne voulut pas envoyer en
 » France, dans le principe, Toussaint,
 » qui y eût occupé un poste éminent,
 » et à quelque temps de là il se vit con-
 » traint à le faire arrêter et à nous l'en-
 » voyer prisonnier, ce que la malveillance
 » ne manqua pas de peindre sous les
 » couleurs odieuses de la tyrannie et de
 » la déloyauté, représentant Toussaint
 » comme une innocente victime digne
 » du plus vif intérêt; et pourtant il était
 » éminemment criminel.

» Toussaint n'était pas un homme sans
 » mérite, bien qu'il ne fût pas ce qu'on

» a essayé de le peindre dans le temps.
 » Son caractère d'ailleurs prêtait peu, il
 » faut le dire, à inspirer une véritable
 » confiance : il était fin, astucieux; nous
 » avons eu fort à nous en plaindre; il
 » eût fallu toujours s'en défier*.

» Un officier de génie ou d'artillerie,
 » directeur des fortifications de Saint-
 » Domingue (le colonel Vincent), le
 » conduisait en grande partie. Cet offi-
 » cier était venu en France avant l'expé-
 » dition de Leclerc; on avait conféré
 » long-temps avec lui; il avait beaucoup
 » cherché à détourner de l'entreprise;
 » il en avait peint exactement toutes les
 » difficultés, sans prétendre néanmoins
 » qu'elle fût impossible. » L'Empereur
 » pensait que les Bourbons réussiraient à
 » soumettre Saint-Domingue, s'ils em-
 » ployaient la force; mais ce n'était pas le
 » résultat des armes qu'il fallait calculer
 » ici, c'était plutôt le résultat du com-

* Les Mémoires de Napoléon (Paris, Bos-
 sange frères, 1823), présentent des notes de
 Napoléon, sur une histoire de Saint-Domingue,
 qui renferment des détails précis et curieux sur
 l'expédition contre cette colonie, les causes
 qui l'ont fait entreprendre, celles qui l'ont fait
 échouer, etc.

merce et de la haute politique. Trois
 ou quatre cent millions de capitaux en-
 levés de France pour être transportés
 au loin, un temps indéfini pour en
 recueillir les avantages, la presque cer-
 titude de les voir enlevés par les anglais,
 ou les révolutions, etc., voilà ce qu'il y
 avait à considérer, et l'Empereur termi-
 nait, disant : « Le système colonial que
 » nous avons vu est fini pour nous, il
 » l'est pour tout le continent de l'Eu-
 » rope; nous devons y renoncer et nous
 » rabattre désormais sur la libre naviga-
 » tion des mers et l'entière liberté d'un
 » échange universel. »

L'histoire de la Convention, dont on
 a vu plus haut que Napoléon se mon-
 trait si mécontent, lui revenait dans la
 tête; il était loin d'être satisfait de La-
 cretelle. « Beaucoup de phrases, répé-
 » tait-il, et peu de couleur; point de
 » résultats : il est académique, et nulle-
 » ment historien. » Il m'a fait appeler
 mon fils, et a dicté les deux notes sui-
 vantes, que je transcris littéralement ici,
 quelle que puisse être d'ailleurs leurs
 imperfections; car il ne les a jamais re-
 lues. Mais j'ai pensé que tout ce qui
 vient de lui est précieux.

PREMIÈRE NOTE. — La Convention, appelée par une loi de l'Assemblée législative pour donner une nouvelle constitution à la France, décréta la République; non que les meilleurs esprits ne pensassent dès-lors que le système républicain était incompatible avec les mœurs présentes de la France; mais parce qu'on ne pouvait continuer la monarchie sans prendre pour monarque le duc d'Orléans, qui eût éloigné une grande partie de la nation.

» La Convention décréta, pour la marche des affaires de la République, un pouvoir exécutif composé de cinq ministres.

» Deux partis se disputaient le pouvoir dans la Convention nationale : celui des *Girondins*, composé des hommes qui avaient influencé l'Assemblée législative; et celui de la *Montagne*, formé par la commune de Paris, laquelle avait dirigé les journées du dix août et du deux septembre, et maîtrisait la population de la capitale.

» Vergniaud, Brissot, Condorcet, Guadet et Rolland étaient les chefs des Girondins : Danton, Robespierre, Marat, Collot - d'Herbois, Billaud - Varennes

étaient les chefs de la Montagne : ces deux partis étaient également exaltés sur les principes de la révolution; leurs meneurs sortaient des sociétés populaires qu'ils avaient successivement maîtrisées.

» Le parti des Girondins était le plus fort en talens : il était éminemment populaire dans les grandes villes de province, et spécialement à Bordeaux, Montpellier, Marseille, Caen, Lyon.

» Le parti de la Montagne avait plus d'énergie et de passion : il était éminemment populaire dans la capitale et parmi les clubs des départemens.

Le parti des Girondins, qui, dans l'Assemblée législative, avait été le parti le plus chaud de la révolution, devint, dans la Convention, le parti modéré, parce qu'il se trouvait avoir en présence le parti beaucoup plus fougueux que lui qui sous la législative se trouvait en dehors de l'Assemblée.

» Les Girondins appelaient leurs adversaires la faction de Septembre, et leur reprochaient sans cesse les indignes massacres dont ils s'étaient rendus coupables. Ils accusaient ce parti de ne vouloir point d'assemblée nationale, et

de vouloir faire gouverner la France par la commune de Paris; mais par là les Girondins ne faisaient précisément qu'exciter contre eux-mêmes les Jacobins de tous les départemens.

» De son côté, la commune de Paris (les Montagnards) appelait les Girondins fédéralistes, les accusant de vouloir établir en France un système fédératif semblable à celui de la Suisse. Elle les accusait encore de chercher à exciter les provinces contre la capitale, et les signalaient par là à la haine du peuple de Paris, qui ne pouvait conserver sa splendeur que par l'union et l'unité de tout le territoire. Lorsque les Girondins accusaient les Montagnards des massacres du deux Septembre, ceux-ci reprochaient aux Girondins d'avoir sous la législative, imprudemment et sans raison, déclaré la guerre à toute l'Europe.

» Dans la Convention, les Girondins parurent d'abord prendre le dessus, ils firent mettre en jugement Marat, et ordonnèrent qu'il serait procédé au jugement des journées de Septembre. Mais Marat, soutenu par les Jacobins et la commune de Paris, fut acquitté par le tribunal révolutionnaire, et rentra en

triomphe dans le sein de l'Assemblée.

» Le procès du Roi avait été une autre pomme de discorde. Les deux partis semblèrent marcher d'accord, et votèrent, il est vrai, pour la mort; mais la plus grande partie des Girondins vota aussi pour l'appel au peuple; et ici il est difficile de comprendre la raison de la conduite de ce parti dans cette circonstance. S'il voulait sauver le Roi, il en était le maître; il n'avait qu'à voter pour la déportation, l'exil ou l'ajournement; mais le condamner à mort, et faire dépendre son sort d'une volonté populaire, était le comble de l'inconséquence et de l'impolitique: c'était, après avoir tué la monarchie, vouloir encore déchirer la France en lambeaux par la guerre civile.

» Dès ce moment se vérifia ce qu'on avait toujours pensé depuis le commencement de la révolution, que le parti le plus audacieux et le plus exagéré aurait toujours le dessus. Néanmoins les Girondins luttèrent avec courage, et très-souvent obtinrent la majorité dans l'Assemblée pendant tous les mois de mars, avril et mai. Mais le parti de la Montagne usa dans cette circonstance du moyen

qu'il avait constamment employé : le trente et un mai, une insurrection des sections de Paris décida du sort du parti Girondin; vingt-sept furent arrêtés, traduits au tribunal révolutionnaire et condamnés à mort; soixante-treize furent retenus dans les prisons : dès-lors la Montagne triomphante ne connut plus d'obstacles dans la Convention. Mais une partie des membres de la députation de la Gironde s'était réfugiés à Caen, et y arbora l'étendard de l'insurrection. Lyon, Marseille, Bordeaux, Montpellier, plusieurs villes de la Bretagne épousèrent la cause des Girondins, et s'insurgèrent aussi contre la Convention.

» Tous ces efforts isolés ne pouvaient rien contre la capitale; et la Montagne restait en possession paisible de la tribune nationale. Une circonstance toute particulière contribuait à assurer la prépondérance de Paris; c'étaient les assignats, alors la seule ressource qui alimentât le trésor : on ne payait plus aucune imposition.

» Les provinces apprirent l'événement du trente et un mai, puis la mort des hommes les plus fameux du parti Girondin, et s'en émurent grandement. Les

armées ne furent point ébranlées par ces catastrophes; elles ne participèrent point aux insurrections de quelques provinces; elles restèrent toutes attachées à la Convention et au parti qui dominait à Paris.

Lorsque les insurrections partielles de quelques villes, en faveur des Girondins, furent connues, toutes les armées avaient déjà prêté leur serment et fait leur acte d'adhésion à la Montagne; et puis, pour les Français, Paris était la France. D'ailleurs les départemens d'Alsace, de la Moselle, de la Flandre, de la Franche-Comté, du Dauphiné, où étaient les principales forces de la République, ne partageaient pas l'esprit des villes fédéralistes.

» Le trente et un mai priva la France d'hommes d'un grand talent, qui étaient chaudement attachés à la liberté et aux principes de la révolution. Cette catastrophe put affliger les bons esprits, mais ne dut pas les surprendre. Il était impossible qu'une assemblée qui avait à tirer la France de la situation critique où elle se trouvait, pût marcher avec deux partis aussi acharnés et aussi irréciliables. Pour que la République

pût être sauvée, l'un des deux partis devait nécessairement faire disparaître l'autre; nul doute que si le parti Girondin eût triomphé, il n'eût envoyé ses adversaires à l'échafaud.»

L'Empereur qui avait dicté, comme de coutume, de pure mémoire et sans nulle recherche, soit qu'il fût peu satisfait de la marche qu'il venait de prendre, ou pour toute autre raison, s'est interrompu en cet endroit pour recommencer, a-t-il dit, une nouvelle dictée sur le même sujet.

DEUXIÈME NOTE. — « La Convention a commencé en septembre 1792, et a fini en octobre 95. Son règne a duré un peu plus de trois ans; elle montre quatre âges.

» Le premier, depuis son commencement jusqu'au trente et un mai 95, époque de la destruction des Girondins.

» Le deuxième, jusqu'en mars 94, destruction de la commune de Paris.

» Le troisième, jusqu'en juillet 94, chute de Robespierre.

» Le quatrième jusqu'au treize vendémiaire (quatre octobre 1795), installation du Gouvernement du Directoire.

» Son premier âge est de huit mois,

son second de dix, son troisième de quatre, son quatrième de quatorze. Total trois ans.

» Dans son premier âge, la Convention fut constamment divisée entre le parti de la Montagne et celui de la Gironde.

» Danton, Robespierre, Marat, Collot-d'Herbois, Billaud-Varennes, Carnot, Héraut-de-Séchelles, étaient les chefs du parti de la *Montagne*.

» Brissot, Condorcet, Vergniaud, Guadet, Gensonné, Pétion, Lasource, Barbaroux, étaient les chefs du parti de la *Gironde*.

» Les deux partis étaient également ennemis des Bourbons et des royalistes.

» Les hommes du premier parti avaient plus d'énergie, ceux du second plus de talens; tous les deux voulaient la république, les Montagnards pour détruire ce qui avait existé avant la révolution, hommes et choses; les Girondins par enivrement de jeunesse. C'était pour eux Athènes et Rome; elle leur retraçait le souvenir de la belle antiquité.

» Les Montagnards existaient dès l'Assemblée constituante, ils étaient les

énergumènes des clubs si connus sous le nom de Jacobins. Ce furent eux qui formèrent l'insurrection du Champ de Mars.

» Pendant la constituante et la législative ce parti se trouvait en dehors de ces assemblées.

» Les Girondins, dans la législative, qu'ils dominèrent, furent les ennemis de la constitution de 91 et du Roi. Ils ne voulurent point le défendre, et le laissèrent succomber sous les efforts de la Montagne, qui pourtant était aussi leur ennemie. Ce furent les Montagnards qui firent les journées du vingt juin, du dix août et du deux septembre; ils n'avaient alors aucun parti dans l'assemblée; mais ils contraignirent les Girondins à se joindre à eux après leur victoire.

» Le premier âge de la Convention offre la lutte des Girondins et des Montagnards; les Girondins la dominèrent d'abord par la supériorité de leurs talens, de leur éloquence et de leur réputation déjà acquise. Presque tous les présidens furent Girondins; ils accusaient la Montagne de vouloir détruire l'Assem-

blée nationale et y substituer une dictature parisienne; ils l'accusaient du massacre de Septembre, etc.

» La Montagne, de son côté, leur reprochait de vouloir une république fédérative comme la Suisse, d'être ennemis de la capitale, et d'avoir, sans raison, mis la République en guerre contre toute l'Europe.

» La Montagne dominait les Jacobins de Paris et la plus grande partie des sociétés populaires de la République; la commune de Paris, les sections, le tribunal révolutionnaire, le bas peuple de la capitale lui étaient dévoués.

» Les Girondins avaient un grand crédit sur la plupart des départemens et sur les parties les plus instruites de la nation; ils avaient plus de partisans dans les hautes classes de la société. Les Girondins, qui avaient occupé le côté gauche de la législative, et avaient montré tant de violence contre le Roi, contre les ministres et contre le côté droit, ou les modérés, ne se trouvaient plus à leur tour ici que le côté droit et le parti modéré de la Convention, opposé à la violente et fougueuse Montagne, qui formait désormais le côté gauche.

» Les Montagnards, suivant le rôle qu'ils avaient adopté sous la constituante, faisaient fermenter toutes les passions, et demandaient à grands cris la mort du Roi. Les Girondins pouvaient le sauver en le défendant ouvertement : ils adoptèrent le singulier système de le condamner, et, après avoir ainsi détruit la monarchie, de vouloir que la sentence fût confirmée par un appel au peuple c'est-à-dire, détruire la France par une épouvantable guerre civile. Cette fausse combinaison les perdit; Vergniaud, une des colonnes de la Gironde, proclama la sentence de mort du Roi.

» La force des Girondins était telle dans l'assemblée, que plusieurs mois de travail et plusieurs jours d'insurrection furent nécessaires pour que la Convention les abandonnât.

» Ce parti eût dominé la Convention, gouverné la France, écrasé la Montagne, si sa marche eût été plus simple et plus franche; il eût trop dominé par les métaphysiciens.

» *Le second âge* de la Convention est le règne de la Montagne. Vingt-deux des principaux Girondins périrent sur l'échafaud ou se suicidèrent; soixante-

treize furent mis en arrestation. La Montagne régna sans contradiction; elle créa le gouvernement révolutionnaire, et la Convention en masse se mit elle-même sous le joug du comité de salut public et du tribunal révolutionnaire.

» Dans ce second âge, les séances de la Convention ne ressemblèrent plus à celles du premier; il n'y avait plus de discussion, plus de liberté; c'était le règne des Décemvirs. Une partie des députés gouverna les comités de sûreté générale, de finances, etc. Une autre partie fut envoyée par le comité de salut public aux armées et dans les départemens, et devinrent de véritables proconsuls.

» Tous les mois, toutes les semaines, tous les jours, le gouvernement devint plus farouche et plus sanglant; tout ce qui, dans les classes élevées de la société n'a pas émigré, est entassé comme suspect dans des prisons, et conduit à la mort par centaines.

» Après avoir considéré comme suspect tout ce qui était noble, prêtre, négociant, grand propriétaire, les excès du parti se repliant sur lui-même, il domina les Jacobins, la commune de